



**DIR MOY TECH/AR-2024-408  
ARRETE DU MAIRE**

**Objet : ARRETE PORTANT MODIFICATION DES CONDITIONS DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT - Fermeture rue Stalingrad sud - le 2 décembre 2024**

**Le Maire,**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales notamment ses articles L.2213-1 et L.2213-2 ;

**Vu** le Code Pénal notamment l'article R.610-5 ;

**Vu** le Code de la Route notamment ses articles L.411-1, R.411-8, R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code de la Voirie routière et notamment le titre 1<sup>o</sup>-dispositions communes aux voies du domaine public routier chapitre VI et VII ;

**Vu** l'arrêté et l'instruction interministériels sur la signalisation routière (livre I- 8<sup>o</sup> partie : signalisation temporaire) approuvés par arrêté interministériel du 6 novembre 1992 et modifiés par les textes subséquents ;

**Considérant** que l'entreprise **EUROVIA ILE-DE-FRANCE – Rue Louis Lormand – 78320 LA VERRIERE- tél : 01.30.13.85.00** doit réaliser des travaux de requalification de la Nationale 10 pour le compte de la DIRIF, avec une intervention de réfection, rabotage, application mécanique des enrobés et création de chaussée, rue Stalingrad sud ;

**Considérant** qu'il convient de règlementer toutes mesures relatives à l'occupation du domaine public pour permettre le bon déroulement de la circulation et d'assurer la sécurité des usagers en prenant toutes les dispositions nécessaires à cet effet,

**ARRETE**

**Article 1 :** Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public le 2 décembre 2024, rue Stalingrad sud, avec une autorisation de fermeture.

Le passage en double sens du tronçon de fin de la rue Stalingrad sud du rond-point de la fourche aux boxes (permettant l'accès aux boxes via un homme trafic), avec la fermeture du tronçon de La Poste à l'entrée des boxes rue Stalingrad Sud, en sachant qu'un accès au parking de La Poste est effectif rue Paul Vaillant Couturier.

La fermeture du tronçon du début de la rue Stalingrad sud, intersection rue de la République jusqu'au parking résidentiel, avec un accès réservé uniquement aux riverains (via un homme trafic).

A charge pour eux de se conformer aux dispositions des articles suivants.

**Article 2 :** Les entreprises devront faire l'ensemble des démarches administratives (DT/DICT) avant d'intervenir physiquement sur le chantier.

**Article 3 :** Le marquage des réseaux devra être réalisé et maintenu durant toute la durée du chantier.

**Article 4 :** Un balisage réglementaire de signalement de chantier correspondant au type de voie (ex : impasse, rue, boulevard, avenue, départementale, etc...) devra être mis en place et maintenu en parfait état durant la période des travaux.

**Article 5 :** La vitesse sera réduite à 30 km/h au droit des chantiers.

**Article 6 :** Les zones de travaux devront être sécurisées avec des barrières de type ville de Paris ou dispositif adapté.

*Trappes, la Ville écologiste et solidaire !*

- Article 7** : Les déblais devront être évacués le jour même des terrassements.
- Article 8** : L'entreprise procédera aussi souvent que nécessaire au nettoyage des abords du chantier.
- Article 9** : Le stationnement de l'ensemble des véhicules de chantier et des personnes travaillant sur le site devra respecter le code de la route et la réglementation en vigueur.
- Article 10** : Toutes dispositions complémentaires de sécurité devront être mises en place par la DIRIF si la situation l'exige.
- Article 11** : Les véhicules en stationnement irrégulier feront l'objet d'un enlèvement pour mise en fourrière, conformément au code de la route, notamment à l'article R.417.10.
- Article 12** : L'entreprise procédera à la réfection des lieux conformément aux cahiers des charges et aux prescriptions de la DIRIF et de la ville de Trappes. La ville de Trappes se réserve le droit d'apporter toutes modifications qui lui semblera utile.
- Article 13** : Les activités de chantier sont **autorisées entre 7h et 17h30**.
- Article 14** : Il est rappelé que l'affichage du présent arrêté doit être obligatoirement fait sur site 48 heures avant le démarrage des travaux et devra être affiché en permanence sur le chantier par l'entreprise en charge des travaux.
- Article 15** : Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux lois. *Le dispositif pourra être interrompu sans délai, si la sécurité des usagers se trouvait mise en cause.*
- Article 16** : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et notification, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification. Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.
- Article 17** : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le chef de la Circonscription d'Agglomération d'Elancourt, Monsieur le Directeur de la Police Municipale, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques et toute autorité investie des pouvoirs de Police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté dont notification sera adressée au pétitionnaire par la voie administrative.

Fait à Trappes,

21 NOV. 2024

Ali RABEH  
Maire de Trappes

